

Publié le 16 février 2011 à 07h10 | Mis à jour le 16 février 2011 à 09h31

Les ingénieurs prônent un moratoire



Même parmi les ingénieurs qui se disent «assez favorables» à l'exploitation, près de la moitié croient qu'un moratoire est nécessaire.

Photo: David Boily, La Presse



Charles Côté
La Presse

Les trois quarts des ingénieurs québécois jugent qu'un moratoire est nécessaire dans le dossier du gaz de schiste. Ils croient que le gouvernement agit principalement dans l'intérêt de l'industrie et doutent que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) réussisse à apporter des réponses satisfaisantes aux préoccupations des citoyens.

C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par le Réseau des ingénieurs du Québec (RIQ) auprès de ses membres.

Les résultats du sondage sont dévastateurs pour l'industrie, car ses répondants connaissent mieux que la moyenne les enjeux techniques et économiques du dossier controversé du gaz de schiste. En effet, le RIQ regroupe la quasi-totalité des 59 000 ingénieurs du Québec.

Dans ce sondage, les ingénieurs se révèlent au diapason du reste de la population québécoise, selon Yves Lavoie, président du RIQ. «Nos membres ont un arrimage parfait avec la population, dit M. Lavoie. Les trois quarts des ingénieurs disent que c'est précipité et qu'un moratoire immédiat est nécessaire.»

Même parmi les ingénieurs qui se disent «assez favorables» à l'exploitation, près de la moitié croient qu'un moratoire est nécessaire. «Ce qu'ils disent c'est: regardons

correctement cet enjeu parce qu'il va nous toucher pendant longtemps», résume M. Lavoie.

Selon le sondeur Daniel Lemieux, dont la firme Senergis a réalisé l'étude pour le compte du RIQ, les ingénieurs sont «moins émotifs» que la population en général au sujet du gaz de schiste, mais leur regard sur cette filière est tout aussi critique. «Et près de 40% des répondants sont dans le domaine de l'énergie, alors ils auraient intérêt à ce que le secteur se développe», précise-t-il.

Le sondage a été réalisé au cours des mois de décembre et janvier derniers. On a invité par courriel 15 000 membres à participer au sondage, et 2135 ont répondu de façon valide au questionnaire en ligne. M. Lemieux ne croit pas qu'il y ait un biais associé à cette méthode de sondage. «Le taux de réponse est de 14%, c'est très bon, dit-il. Et les chiffres chez les ingénieurs reflètent ceux que l'on obtient dans la population.»

Senergis a réalisé pour Le Devoir un sondage qui montrait que 55% des Québécois sont défavorables à l'exploitation du gaz de schiste et que seulement 15% y sont favorables. Les ingénieurs y sont défavorables à 59% et favorables à 33%.

Craintes pour l'environnement

Les préoccupations des ingénieurs rejoignent celles de la population: on craint la pollution et on doute de la rentabilité de l'entreprise.

Les ingénieurs jugent «absolument nécessaire» de «réaliser d'importantes études environnementales». C'est la priorité pour 51% d'entre eux, devant «rehausser l'encadrement juridique» (21%) et «hausser les redevances pour le Québec» (11%). L'idée de «nationaliser l'exploitation» remporte seulement 9% d'appuis et celle de «retarder l'exploitation au profit des générations futures», 3%.

Le plus inquiétant pour les ingénieurs est «l'utilisation de solvants chimiques dans le sol»: 93% se disent préoccupés par cet aspect. Mais 87% se disent aussi préoccupés par «le peu de redevances et de profits que pourrait en retirer le Québec». Les «limites du mandat du BAPE» et les délais qui lui sont imposés sont aussi une préoccupation pour 73% des répondants.

«Un des arguments des gens qui appuient l'exploitation, c'est la possibilité de rentabilité financière, dit M. Lavoie. Mais on constate que les redevances actuelles sont très basses et on a l'impression qu'on brade nos ressources.»

Méfiance envers le gouvernement

À cet égard, les ingénieurs se méfient du gouvernement. Les trois quarts (76%) se disent d'accord avec l'énoncé selon lequel «le gouvernement agit principalement dans l'intérêt de l'industrie» dans ce dossier. Dans les mêmes proportions, ils croient que le Québec n'a pas une vision claire et cohérente de l'exploitation de son potentiel énergétique.

Mais il y a de l'espoir pour les partisans de la filière: seulement 11% des ingénieurs s'y opposent de façon absolue. Les autres pourraient y être favorables si certaines étapes étaient franchies. «Ça va prendre des études indépendantes, pas celles en provenance de l'industrie, dit M. Lavoie. Il y a en a qui sont en cours tant aux États-Unis qu'en France. Pourquoi se précipiter? Le gaz est là depuis des centaines de millions d'années!»

Partager

Recommander

83

18

publicité